LA DOCTRINE COMMUNISTE

DE

MARX - ENGELS - LÉNINE
STALINE

EN SIX COURS

☆

La IIe Internationale

Sa dégénérescence et sa décomposition

COURS N° 4



ÉDITÉ PAR
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

PRIX : 2 FRANCS

LA IIe INTERNATIONALE

Sa dégénérescence et sa décomposition

CHAPITRE Ier

DES ORIGINES DE LA IIe INTERNATIONALE A SA FAILLITE EN 1914

Les enseignements du marxisme concernant la nécessité de l'union internationale des travailleurs

MARX ET ENGELS avaient appris à la classe ouvrière la nécessité de créer, en vue de leur émancipation, leur parti indépendant, pour diriger leur lutte contre la bourgeoisie, dans chaque pays.

« Il va sans dire, écrivaient-ils en 1848, dans *Le Manifeste du Parti Communiste,* que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

Mais ils ont montré, en même temps, que le développement du capitalisme a créé la communauté des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, en face de la bourgeoisie de tous les pays. Ils ont montré que la solidarité internationale du prolétariat était nécessaire au succès de ses luttes.

« L'expérience passée a montré comment le fait d'avoir négligé cette alliance fraternelle qui doit exister entre les travailleurs des différents pays et les inciter à se soutenir mutuellement dans toutes leurs luttes pour l'émancipation, trouve sa punition impitoyable dans l'échec de leurs efforts sans liens. »

(Adresse Inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs, rédigée par Marx.)

Marx et Engels éduquaient le mouvement ouvrier des divers pays dans l'esprit de *l'internationalisme prolétarien.* Ils travaillaient, en même temps, à la création effective de l'organisation internationale des travailleurs. « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* » — tel fut le mot d'ordre immortel lancé par Marx et Engels, dès 1848, dans *Le Manifeste du Parti Communiste.*

La Ligue des Communistes

La première organisation internationale des travailleurs était la *Ligue des Communistes,* groupement de *propagande* qui, conformément à l'état du mouvement ouvrier de l'époque, était une *société secrète.* Elle était issue de la *Ligue des Justes* fondée en 1837. Marx et Engels y adhérèrent en 1847. La Ligue, réorganisée par eux, adopta les principes du socialisme scientifique et prit de nom de *Ligue des Communistes.*

La *Ligue des Communistes* accomplit, sous la direction de Marx et Engels, une grande œuvre en travaillant à la diffusion du socialisme scientifique dans le mouvement ouvrier. Après les années de réaction qui ont suivi la révolution de 1848, le mouvement ouvrier allait vers un développement nouveau. A la première forme d'organisation internationale qui fut secrète allait succéder une forme nouvelle et plus vaste.

La Ire Internationale

La nouvelle organisation internationale fut créée à Londres, le 28 septembre 1864. Elle fut appelée « Association Internationale des Travailleurs ».

« Cette association a été fondée pour créer un moyen central de liaison et de collaboration entre les associations de travailleurs qui existent dans les différents pays et qui poursuivent le même but, à savoir la défense et l'émancipation de la classe ouvrière. »

(Article 1er des Statuts rédigés par Marx.)

Le Socialisme pré-marxiste

A l'époque où l'Association Internationale des Travailleurs fut créée, l'influence du marxisme ne cessait d'augmenter dans le mouvement ouvrier. Mais les théories utopiques et non prolétariennes, antérieures au marxisme, y étaient encore représentées.

Pour unir le socialisme scientifique et le mouvement ouvrier Marx et Engels durent combattre les théories dépassées.

Un coup d'œil sur le socialisme tel qu'il était avant Marx est nécessaire pour mieux comprendre l'histoire de l'Internationale.

Le Manifeste du Parti Communiste consacre un chapitre spécial à l'examen et à la réfutation des diverses théories qui étaient appelées alors socialistes.

« En 1847, écrit Engels, on comprenait sous ce nom de socialiste deux sortes de gens. D'abord les adhérents des divers systèmes utopiques, notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes ; d'un autre côté, les multiples médicastres qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiéçages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui dans les classes "cultivées". »

(Préface de 1890, au Manifeste.)

Les « divers systèmes utopiques » étaient, comme nous l'avons vu (1), principalement ceux de Saint-Simon, de Fourier et de Robert Owen. Chez eux, le socialisme utopique représente une étape nécessaire du développement qui conduit au socialisme scientifique. Saint-Simon est mort en 1825, Fourier en 1837, Owen en 1858. Leurs disciples étaient, comme le dit le Manifeste, *réactionnaires* « car ces disciples s'obstinent à opposer les vieilles conceptions de leurs maîtres à l'évolution historique du prolétariat ». Ils s'opposaient, en particulier, « avec acharnement, à toute action politique de la classe ouvrière » (pp. 39-40). Ils voulaient émanciper les travailleurs selon leurs recettes ; ils ne voulaient pas que les travailleurs s'émancipent eux-mêmes. Ils voulaient transformer la société, mais n'admettaient pas que la classe ouvrière prît en mains la cause de cette transformation.

Les « médicastres » dont parle Engels prétendaient supprimer les misères sociales sans toucher au capital et au profit. Ils prétendaient donc supprimer les misères sociales en conservant les causes qui les engendrent ; ils voulaient supprimer les effets du capitalisme, tout en conservant le capitalisme. C'est ce que promettent les médicastres sociaux d'aujourd'hui, par exemple les chefs « nationaux-socialistes », avec cette différence que les « médicastres » dont parle Engels avaient eux-mêmes des illusions, tandis que ceux d'aujourd'hui réservent les illusions seulement à l'usage des masses. Mais il est d'autant plus intéressant d'étudier l'admirable chapitre III du *Manifeste du Parti Communiste* que c'est précisément dans ces théories « socialistes », qui étaient périmées

(1) Premier cours : Les fondements théoriques du communisme.

déjà il y a 94 ans, que le fascisme est allé chercher la plupart des formules de son anticapitalisme démagogique. Cela montre, en même temps, à quel point il est vrai qu'il s'agit pour lui de ramener en arrière la classe ouvrière et toute la société.

En plus du socialisme utopique, le Manifeste énumère le *socialisme réactionnaire* et le *socialisme conservateur ou bourgeois.*

Il s'agit de tendances qui sont « socialistes » en ce sens qu'elles préconisent des recettes pour faire disparaître les « misères sociales ».

Le *socialisme réactionnaire* apparaissait surtout chez certains écrivains, mais sans exercer d'influence sur le mouvement ouvrier. Ce socialisme était *réactionnaire* parce qu'il prétendait faire disparaître les misères sociales par un retour en arrière. Il préconisait une telle solution parce qu'il provenait de couches sociales que le développement du capitalisme fait péricliter et qui, pour cette raison, s'opposent à ce développement. Le socialisme réactionnaire comprenait le *socialisme féodal*, le *socialisme petit-bourgeois* et ce que Marx et Engels appelaient ironiquement le *socialisme allemand ou socialisme « vrai ».*

Le *socialisme féodal* était représenté par une partie de l'aristocratie qui venait d'être battue par la bourgeoisie. Ces aristocrates se posaient en défenseurs des « pauvres » et vantaient le régime féodal du Moyen-Age, sous prétexte qu'il ne connaissait par le prolétariat moderne et les misères sociales engendrées par le capitalisme.

« Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fît semblant de perdre de vue ses intérêts propres et de dresser son acte d'accusation contre la bourgeoisie dans le sens intérêt de la classe ouvrière exploitée. »

(Le Manifeste, p. 22, édition clandestine février 1941.)

C'est un exemple qui montre comment une classe dépassée par l'histoire affecte de se placer au point de vue de la classe ouvrière exploitée.

Une partie de l'argumentation du socialisme féodal a été reprise par la suite par les « Fous du Roy » et Maurras, actuellement grand conseiller de Pétain. En même temps, les porte-parole des trusts affectent, eux aussi, de critiquer le « capitalisme libéral » dans le seul intérêt de la classe ouvrière, alors qu'ils le font pour justifier

la domination des trusts. Enfin le « national-socialisme », avec son éloge de la féodalité du Moyen-Age, et ses diatribes contre la Révolution Française, copie le « socialisme féodal ». Il est précisément le « socialisme » de la nouvelle féodalité des trusts et n'a, pour cette raison, rien de socialiste.

Le *socialisme petit-bourgeois* était représenté par des écrivains qui critiquaient le régime capitaliste d'un point de vue petit-bourgeois et paysan. Leur chef était Sismondi. La critique a apporté des matériaux utiles sur les conséquences du développement du capitalisme, mais la théorie était réactionnaire, car elle préconisait aussi le retour en arrière :

« Pour la manufacture, le régime corporatif ; pour l'agriculture, le régime patriarcal ; son dernier mot le voilà. »

(Le Manifeste, p. 25, édition clandestine février 1941.)

Ce moyen, ce retour en arrière, est parfaitement utopique ; les intérêts des classes moyennes ne peuvent être défendus que dans l'union avec la classe ouvrière. Cette union se forme, du reste, effectivement à l'époque de l'impérialisme où règnent les trusts. Le régime corporatif, où le « socialisme petit-bourgeois » voyait il y a près de cent ans un moyen de défense pour les classes moyennes contre le grand capital, est devenu entre les mains du fascisme, c'est à dire du grand capital, un moyen d'écraser davantage le prolétariat, les classes moyennes et toute la société ; un moyen d'empêcher la révolution prolétarienne et d'arrêter le cours de l'histoire, tout en se réclamant du « socialisme ». Mis en œuvre, le « corporatisme » cause à la société des dommages et des souffrances immenses, ce qui ne l'empêche pas d'être parfaitement utopique, car rien ne saurait arrêter la marche de l'histoire.

Le socialisme allemand ou socialisme « vrai » exprimait le point de vue de la petite bourgeoisie allemande. Il fut, selon l'expression de Marx et d'Engels « une sale et énervante littérature » qui combattait le communisme sous le prétexte qu'il était « brutalement destructif » et déclarait planer « impartialement » au-dessus de toutes les luttes de classes.

« La tourmente révolutionnaire de 1848 a balayé toute cette pitoyable école et enlevé à ses partisans toute envie de faire encore du socialisme. Le principal représentant et le type classique de cette école est M. Karl Grün. »

(Note d'Engels au Manifeste, p. 27, édition clandestine février 1941.)

H. S. Chamberlain qui est cité dans *Mein Kampf* comme le maître intellectuel du « national-socialisme » et que Rosenberg a chaudement recommandé aux Français dans le discours qu'il prononça à Paris, loue les ouvrages de ce M. Karl Grün.

Le socialisme conservateur ou bourgeois comprenait, dans la classification du *Manifeste*, entre autres, Proudhon.

« Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède au malaise social, afin de consolider la société bourgeoise.

« Dans cette catégorie se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref les réformateurs en chambre de tout acabit. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en systèmes complets.

« Citons comme exemple la *Philosophie de la Misère*, de Proudhon. »

(Le Manifeste, pp. 27-28, édition clandestine, février 1941.)

A la *Philosophie de la Misère*, de Proudhon, publiée en 1846, Marx avait répondu aussitôt par la *Misère de la Philosophie*, chef-d'œuvre de la polémique scientifique et de la critique constructive, où Marx réfute définitivement Proudhon, en opposant à sa pseudo-science et à son pseudo-socialisme le communisme scientifique.

Proudhon voulait, lui aussi, supprimer les conséquences néfastes du capitalisme, tout en gardant le capitalisme. Il était hostile à l'organisation des travailleurs et adversaire, lui aussi, de leur participation à la vie politique. Il affirmait également que la hausse des salaires provoque la hausse des prix, alors qu'elle ne provoque, comme l'a montré Marx, que la baisse du profit. Proudhon préconisait de vieux moyens utopiques pour transformer la société, comme le crédit gratuit, les coopératives de production. A la veille de la révolution de 1848, il avait « prouvé » que le temps des révolutions était passé, et sous le second empire, il cherchait à faire accepter ce régime à la classe ouvrière française. Son « socialisme » était conservateur et bourgeois, car il tendait, en fin de compte, à la conservation du régime capitaliste. Proudhon lui-même était plus particulièrement, comme le disent souvent Marx et Engels, un *utopiste petit-bourgeois*. D'où les aspects anarchisants de ses conceptions.

Jamais Proudhon n'a pu répondre à la réfutation de Marx et ce n'était du reste pas possible, étant donné le caractère du proudhonisme. Mais, précisément parce qu'il représentait le socialisme conservateur ou bourgeois, les chefs socialistes et réformistes ont cherché à « repêcher » Proudhon pour semer la confusion et pour diviser la classe ouvrière. La « monnaie de travail » qui est devenue un slogan « national-socialiste » est empruntée à Proudhon qui l'avait empruntée à d'autres. Marx a montré, dans son ouvrage intitulé *Contribution à la Critique de l'Economie Politique,* que cette théorie est faite d'erreurs et d'illusions. C'est la raison pour laquelle elle est reprise aujourd'hui.

Les luttes de Marx pour la ligue prolétarienne de l'Internationale

Au sein de l'*Association Internationale des Travailleurs* les vieilles tendances résistaient à l'unification du mouvement ouvrier sur la base du socialisme scientifique et à la tactique commune du prolétariat élaborée par Marx.

« ... L'Internationale, écrit Marx, a été créée pour remplacer les sectes socialistes et demi-socialistes par l'organisation véritable de la classe ouvrière en vue de la lutte. » Marx ajoute : « Ce que l'histoire montre partout s'est répété dans l'histoire de l'Internationale. Le vieux cherche à se reconstituer et à s'affirmer à nouveau au sein de la forme nouvellement acquise.

« Et l'histoire de l'Internationale a été une *lutte continuelle du Conseil Général* contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui voulaient s'affirmer contre le mouvement véritable de la classe ouvrière au sein même de l'Internationale. »

(Lettre de Marx à Bolte, du 29 novembre 1871.)

Tel était le cas des *proudhoniens,* puis de Bakounine et de sa secte anarchiste. En théorie, Bakounine avait des conceptions qui étaient un « affreux mélange » de *restes de l'utopisme et de théories petites bourgeoises.* Par exemple, Bakounine préconisait l'*égalité* des classes au lieu de leur *suppression* ; l'abolition de l'*Etat,* alors que l'abolition des *classes* est la première condition pour aller vers la disparition de l'Etat. Il était, comme Proudhon, adversaire de l'action politique de la classe ouvrière, jetant ainsi les ouvriers dans les bras de la bourgeoisie libérale. Dans la pratique,

Bakounine et ses anarchistes se conduisaient en aventuriers et faisaient, au sein de l'Internationale, un travail scissionniste. Ils furent exclus par le Congrès tenu à La Haye, en 1872.

Marx a qualifié la théorie de Bakounine d'*abécédaire pour enfants* qui n'a pu trouver un écho en Espagne et en Italie qu'à cause du peu de développement des conditions réelles d'un mouvement ouvrier dans ces pays.

De même l'Internationale eut à lutter contre ceux qui représentaient, dans le mouvement ouvrier, les tendances de la bourgeoisie libérale, hostile par essence au mouvement prolétarien indépendant et révolutionnaire. C'étaient, en particulier, le nationaliste italien Mazzini et, d'autre part, les trade-unions (syndicats) anglais qui représentaient cette tendance.

« En groupant le mouvement ouvrier des divers pays, en cherchant à orienter dans la voie commune de l'activité les différentes formes du socialisme non prolétarien, prémarxiste (Mazzini, Proudhon, Bakounine), le trade-unionisme libéral anglais, les oscillations des lassaliens vers la droite en Allemagne, etc., combattant les théories de toutes ces sectes et écoles, Marx forgera une tactique unique pour la lutte prolétarienne de la classe ouvrière dans les différents pays. »

(Lénine : Karl Marx et sa doctrine, pp. 10-11).

L'Internationale et la Commune de Paris

L'Association Internationale des Travailleurs inspira une véritable terreur à la bourgeoisie. Elle devint une grande puissance. Napoléon III, en particulier, craignait l'Internationale, dont la section française menait campagne contre lui. Il fit persécuter ses membres par sa police et trois procès furent montés contre elle.

Le 19 juillet éclata la guerre. Le 27 juillet, les membres parisiens de l'Internationale publièrent un manifeste contre la guerre qui disait notamment :

« Frères d'Allemagne ! Notre division aurait pour unique résultat le triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin... Ouvriers de tous les pays ! Quoi qu'il puisse, à cette heure, advenir de nos efforts communs, nous, membres de l'Association Internationale des Travailleurs, qui ne connaissons pas de frontières, nous vous envoyons comme un gage de solidarité indissoluble, les vœux et les saluts des ouvriers de France. »

De nombreux manifestes de travailleurs vinrent appuyer la protestation des sections parisiennes de l'Internationale. La section berlinoise a répondu :

« Nous nous joignons à votre protestation du cœur et de la main... Solennellement nous promettons que ni le son de la trompette ou le rugissement du canon, ni la victoire ou la défaite ne nous détourneront du travail commun pour l'union des ouvriers de tous les pays. »

Le 5 septembre 1870, le Comité Central du Parti social-démocrate allemand a lancé un manifeste pour réclamer une paix honorable pour la France et la reconnaissance de la République Française. Le manifeste s'élevait, au nom de la classe ouvrière allemande, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine et affirmait que « les ouvriers allemands ne tolèreront pas patiemment l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. »

« Nous nous tiendrons, disait ce manifeste, fidèlement aux côtés de nos camarades ouvriers de tous les pays pour la cause commune internationale du prolétariat. »

L'éducation de la classe ouvrière dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, à laquelle travaillaient Marx et Engels, portait ses fruits.

Dès le 23 juillet 1870, l'Internationale a lancé un premier manifeste contre la guerre. Rédigé par Marx, ce manifeste contenait une analyse géniale du contenu de la guerre et prévoyait les événements qui allaient se produire. Après avoir noté toutes les manifestations de la solidarité internationale des travailleurs contre la guerre, citées plus haut, Marx écrivait que « *l'alliance des classes ouvrières de tous les pays tuera finalement la guerre* ».

Marx a montré que la guerre était pour la Prusse tout d'abord une guerre défensive. Mais dès la reddition de l'armée impériale, l'occupation de la France et l'annonce de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, Marx stigmatise, le 9 septembre 1870, dans un second manifeste de l'Internationale, la transformation de la guerre en guerre agressive de conquête de la part de la Prusse. Ce second manifeste se terminait ainsi :

« Que les sections de l'*Association Internationale des Travailleurs* dans chaque pays poussent à l'action les classes ouvrières. Si elles oublient leur devoir, si elles demeurent passives, la terrible

guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus mortels et conduira, dans chaque nation, à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du capital. »

(Le Manifeste, p. 32.)

Marx montrait ainsi que la victoire de la bourgeoisie signifierait la défaite de la classe ouvrière. Dans ce second manifeste, Marx mettait — six mois avant la Commune — les travailleurs français en garde contre une insurrection qui serait, écrivait-il, « une folie désespérée ». Mais dès que la Commune fut proclamée, Marx se solidarisa avec les masses insurgées, chercha, avec Engels, à soutenir les Communards et à les conseiller. Il organisa en même temps la solidarité internationale pour l'aide à la Commune.

« Le 28 mai, les derniers combattants de la Commune succombaient sous le nombre, sur les pentes de Belleville, et deux jours après déjà, le 30, Marx lisait devant le *Conseil Général* son ouvrage, dans lequel la signification historique de la Commune de Paris est représentée en traits brefs, puissants, mais si pénétrants et, avant tout, si vrais, que cela n'a jamais plus été égalé dans l'ensemble de l'abondante littérature sur ce sujet. »

(Engels : Préface à la Guerre civile en France, de Marx.)

Cet ouvrage était « La Guerre civile en France », adresse de l'Association Internationale des Travailleurs destinée aux travailleurs d'Europe et d'Amérique.

La bourgeoisie versaillaise hurlait à la mort contre l'Internationale dont les membres furent à l'avant-garde des Communards. Varlin fut sauvagement exécuté.

Jules Favre, ministre des affaires étrangères de Thiers, envoya, même après l'écrasement de la Commune, une circulaire aux gouvernements étrangers demandant la persécution des membres de l'Internationale.

Parmi les leçons que Marx et Engels dégagèrent, pour les travailleurs, de l'épopée de la Commune fut la démonstration que la bourgeoisie française n'a pas hésité à préférer *l'intérêt de classe à l'intérêt national,* en s'alliant avec « l'ennemi », c'est-à-dire Bismarck contre la Commune. Les bourgeois

« mendiaient maintenant, auprès du gouvernement prussien, le renvoi précipité de Sedan et de Metz des soldats français prison-

niers qui devaient leur reconquérir Paris. L'arrivée graduelle de ces troupes donna aux Versaillais, à partir du début de mai, une prépondérance décisive.

(Engels : Préface à la Guerre civile, de Marx.)

En échange de quoi la bourgeoisie française accepta le lourd traité de paix. Les traîtres de Paris et de Vichy ont des traditions. Mais les fils des Communards en ont aussi.

L'Association Internationale des Travailleurs a été la première Internationale. Ayant accompli une œuvre glorieuse, elle ne survécut que de peu à la Commune.

« Après la chute de la Commune de Paris (1871), sur laquelle Marx, dans *La Guerre civile en France* se prononça dans des termes si pénétrants, si heureux et si brillants, en révolutionnaire et en homme d'action, et après la scission de l'Internationale par les bakounistes, cette dernière ne put subsister en Europe. Après le Congrès de 1872 à La Haye, Marx décida le transfert du Conseil Général de l'Internationale à New-York. La Ire Internationale avait accompli sa mission historique et cédait la place à une époque de croissance incomparable du mouvement ouvrier dans tous les pays — à l'époque de son développement en *largeur*, de la formation de partis socialistes ouvriers de *masse*, sur la base des divers Etats nationaux. »

(Lénine : Karl Marx et sa doctrine, p. 11.)

La IIe Internationale

A la fin du siècle, vers 1890, le marxisme avait triomphé dans le mouvement ouvrier. Dans tous les pays, les partis ouvriers s'inspirent du marxisme. L'Internationale se reconstitue sous la forme de Congrès internationaux. La IIe Internationale se place d'emblée et presque sans lutte sur le terrain du marxisme. C'est *l'époque des partis légaux de masse de la classe ouvrière*. Dans les principaux pays, les partis socialistes conquièrent des sièges au parlement, influencent les syndicats ouvriers de masse. Particulièrement important est le développement du parti allemand. En France et dans les pays latins où le proudhonisme s'était maintenu longtemps, les partis ouvriers s'inspirent également du marxisme. Tel est le cas, en particulier, du Parti Ouvrier Français de Guesde.

guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus mortels et conduira, dans chaque nation, à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du capital. »

(Le Manifeste, p. 32.)

Marx montrait ainsi que la victoire de la bourgeoisie signifierait la défaite de la classe ouvrière. Dans ce second manifeste, Marx mettait — six mois avant la Commune — les travailleurs français en garde contre une insurrection qui serait, écrivait-il, « une folie désespérée ». Mais dès que la Commune fut proclamée, Marx se solidarisa avec les masses insurgées, chercha, avec Engels, à soutenir les Communards et à les conseiller. Il organisa en même temps la solidarité internationale pour l'aide à la Commune.

« Le 28 mai, les derniers combattants de la Commune succombaient sous le nombre, sur les pentes de Belleville, et deux jours après déjà, le 30, Marx lisait devant le *Conseil Général* son ouvrage, dans lequel la signification historique de la Commune de Paris est représentée en traits brefs, puissants, mais si pénétrants et, avant tout, si vrais, que cela n'a jamais plus été égalé dans l'ensemble de l'abondante littérature sur ce sujet. »

(Engels : Préface à la Guerre civile en France, de Marx.)

Cet ouvrage était « La Guerre civile en France », adresse de l'Association Internationale des Travailleurs destinée aux travailleurs d'Europe et d'Amérique.

La bourgeoisie versaillaise hurlait à la mort contre l'Internationale dont les membres furent à l'avant-garde des Communards. Varlin fut sauvagement exécuté.

Jules Favre, ministre des affaires étrangères de Thiers, envoya, même après l'écrasement de la Commune, une circulaire aux gouvernements étrangers demandant la persécution des membres de l'Internationale.

Parmi les leçons que Marx et Engels dégagèrent, pour les travailleurs, de l'épopée de la Commune fut la démonstration que la bourgeoisie française n'a pas hésité à préférer *l'intérêt de classe à l'intérêt national,* en s'alliant avec « l'ennemi », c'est-à-dire Bismarck contre la Commune. Les bourgeois

« mendiaient maintenant, auprès du gouvernement prussien, le renvoi précipité de Sedan et de Metz des soldats français prison-

niers qui devaient leur reconquérir Paris. L'arrivée graduelle de ces troupes donna aux Versaillais, à partir du début de mai, une prépondérance décisive.

(Engels : Préface à la Guerre civile, de Marx.)

En échange de quoi la bourgeoisie française accepta le lourd traité de paix. Les traîtres de Paris et de Vichy ont des traditions. Mais les fils des Communards en ont aussi.

L'Association Internationale des Travailleurs a été la première Internationale. Ayant accompli une œuvre glorieuse, elle ne survécut que de peu à la Commune.

« Après la chute de la Commune de Paris (1871), sur laquelle Marx, dans *La Guerre civile en France* se prononça dans des termes si pénétrants, si heureux et si brillants, en révolutionnaire et en homme d'action, et après la scission de l'Internationale par les bakounistes, cette dernière ne put subsister en Europe. Après le Congrès de 1872 à La Haye, Marx décida le transfert du Conseil Général de l'Internationale à New-York. La Ire Internationale avait accompli sa mission historique et cédait la place à une époque de croissance incomparable du mouvement ouvrier dans tous les pays — à l'époque de son développement en *largeur*, de la formation de partis socialistes ouvriers de *masse*, sur la base des divers Etats nationaux. »

(Lénine : Karl Marx et sa doctrine, p. 11.)

La IIe Internationale

A la fin du siècle, vers 1890, le marxisme avait triomphé dans le mouvement ouvrier. Dans tous les pays, les partis ouvriers s'inspirent du marxisme. L'Internationale se reconstitue sous la forme de Congrès internationaux. La IIe Internationale se place d'emblée et presque sans lutte sur le terrain du marxisme. C'est *l'époque des partis légaux de masse de la classe ouvrière.* Dans les principaux pays, les partis socialistes conquièrent des sièges au parlement, influencent les syndicats ouvriers de masse. Particulièrement important est le développement du parti allemand. En France et dans les pays latins où le proudhonisme s'était maintenu longtemps, les partis ouvriers s'inspirent également du marxisme. Tel est le cas, en particulier, du Parti Ouvrier Français de Guesde.

CHAPITRE II

LA PREMIÈRE GUERRE IMPÉRIALISTE DE 1914-1918 ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE

Les résolutions de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle

Dès le début du xxe siècle, les menaces d'une guerre mondiale se développent d'une manière visible et se précisent constamment. Il ne s'agit pas d'une guerre pour des intérêts nationaux, mais d'une guerre découlant nécessairement de l'impérialisme, le nouveau stade que le développement du capitalisme a atteint à partir de la fin du xixe siècle. La guerre se préparait entre les principales puissances pour un nouveau partage du monde.

Dans trois congrès successifs, la IIe Internationale a dénoncé la guerre qui allait venir, en faisant une obligation aux partis ouvriers de lutter, dans chaque pays, contre les gouvernements bourgeois pour empêcher la guerre et d'adopter résolument une attitude internationaliste, *« au cas où la guerre éclaterait néanmoins »*.

Le Congrès de Stuttgart, tenu en 1907, affirmait dans sa résolution :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide du Bureau Socialiste International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés et qui varient, naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leur forces la crise économique et politique créée par la guerre, pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

La résolution votée au Congrès de Copenhague, en 1910, faisait un devoir aux socialistes dans les parlements, de voter contre les crédits de guerre.

En 1912, le Congrès international s'est réuni à Bâle, pendant la guerre des Balkans.

Le Congrès de Bâle a confirmé les résolutions de Stuttgart et de Copenhague. Il précisait en outre :

« Que les gouvernements sachent bien que, dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre.

« Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution des peuples de Russie ; qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables. »

La résolution de Bâle contenait cette déclaration essentielle :

« *Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets.* »

Le Congrès soulignait expressément que la guerre qui allait venir ne pouvait être couverte « du moindre prétexte d'intérêt national ».

1914 et l'Union Sacrée

La guerre impérialiste a éclaté en août 1914.

« La guerre impérialiste avait été fomentée par la bourgeoisie dans le plus grand secret, à l'insu des peuples. Lorsqu'elle éclata, chaque gouvernement impérialiste s'appliqua à démontrer que ce n'était pas lui qui avait attaqué ses voisins, mais que c'était lui la victime de l'agression. La bourgeoisie trompait le peuple en dissimulant les véritables mobiles de la guerre, son caractère impérialiste, expansionniste. Chaque gouvernement impérialiste déclarait faire la guerre pour la défense de la patrie. ».

(Histoire du Parti bolchévik, pp. 152-153.)

Le devoir des chefs socialistes était clairement tracé par les décisions de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle.

« Mais lorsque éclata le coup de tonnerre de la guerre impérialiste et qu'il fallait appliquer les décisions, les chefs de la IIe Internationale s'avérèrent des félons, des traîtres au prolétariat, des serviteurs de la bourgeoisie ; ils devinrent des partisans de la guerre ».

(Histoire du Parti bolchévik, p. 155.)

En effet, le 4 août 1914, le groupe parlementaire du parti social-démocrate d'Allemagne a voté les crédits de guerre. L'immense majorité des socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique et des autres pays belligérants fit la même chose.

En France, Jules Guesde lui-même devint ministre. Aux côtés des Renaudel et des autres chefs du parti socialiste, Jouhaux et les chefs réformistes participaient à l'union sacrée.

L'union sacrée se fit en France sur le cadavre de Jaurès que la bourgeoisie fit assassiner de crainte qu'il ne devint le drapeau de la lutte contre la guerre. Maurras dans « l'Action Française » avait appelé sans cesse à l'assassinat de Jaurès. L'acquittement de Villain, qui fut l'instrument de l'assassinat et que défendait Alexandre Zévaès, fut réclamé au nom de « l'union sacrée ».

Dans tous les pays belligérants :

« Les sociaux-démocrates trahirent lâchement la cause du socialisme, la cause de la solidarité internationale du prolétariat. Loin de s'élever contre la guerre, ils aidèrent, au contraire, la bourgeoisie à dresser les uns contre les autres les ouvriers et les paysans des Etats belligérants, en invoquant la défense de la patrie ».

(Histoire du Parti bolchévik, pp. 152 153.)

C'était la trahison, et dans cette trahison s'est révélé le « krack », la faillite de la IIe Internationale.

« Le krack de la IIe Internationale s'est exprimé avec le plus de relief dans la trahison scandaleuse de la majorité des partis sociaux démocrates officiels d'Europe à leurs convictions et à leurs résolutions solennelles de Stuttgart et de Bâle. »

(Lénine : Le Krack de la IIe Internationale.)

Le Social - Chauvinisme

En fait, les partis sociaux-démocrates, les partis socialistes étaient devenus *sociaux-chauvins*.

« Par social-chauvinisme nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans l'actuelle guerre impérialiste, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de « leurs » pays dans cette guerre ; le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires-prolétariennes contre « leur » bourgeoisie, etc. »

(Lénine : Le Krack de la IIe Internationale.)

Le *social-chauvinisme* était la trahison des intérêts du prolétariat au profit de la bourgeoisie impérialiste.

« Traîtres au prolétariat, les chefs des partis socialistes passèrent sur les positions du social-chauvinisme et de la défense de la bourgeoisie impérialiste. Ils aidèrent les gouvernements impérialistes à duper la classe ouvrière, à l'intoxiquer du poison du nationalisme. Sous le drapeau de la défense de la patrie, ces sociaux-traîtres excitèrent les ouvriers allemands contre les ouvriers français, les ouvriers anglais et français contre les ouvriers allemands. Il n'y eut qu'une minorité infime de la IIe Internationale qui resta fidèle aux positions internationalistes et marcha contre le courant, certes sans assez d'assurance, sans beaucoup de détermination, mais néanmoins contre le courant. »

(Histoire du Parti bolchévik de l'U.R.S.S., p. 155)

Dans cette minorité, il faut citer avant tout Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

L'explication de la trahison de 1914

Comment expliquer la trahison de 1914 ? Dès 1915, Lénine pose cette question et apporte la réponse dans sa célèbre brochure « Le krack de la IIe Internationale », écrite en 1915.

Lénine a montré que le social-chauvinisme n'était pas né brusquement, en un jour. Il a montré que le *social-chauvinisme* se rattachait à un courant qui existait déjà avant la guerre dans les partis socialistes et dans la IIe Internationale, à savoir le courant *opportuniste*.

« L'opportunisme dans les cadres de la guerre de 1914-1915, écrivait Lénine, c'est ce qui donne le social-chauvinisme. »

(Le Krack de la IIe Internationale, p. 58.)

L'opportunisme

Quant à *l'opportunisme*, Lénine en a donné la définition suivante :

« Le principal dans l'opportunisme c'est l'idée de la collaboration des classes. »

(Le Krack de la IIe Internationale, p. 58.)

Les opportunistes préconisaient le remplacement de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie, par la collaboration avec elle. Ils affirmaient qu'il n'était pas nécessaire de renverser la bourgeoisie par la révolution prolétarienne, parce que le capitalisme allait se transformer d'une façon pacifique en socialisme. C'était la théorie de « l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme ».

Comment cette intégration pacifique devait-elle se produire ? Par voie de *réformes successives*. Les réformes s'ajoutant les unes aux autres devaient transformer « progressivement », « peu à peu », « degré par degré » le capitalisme en socialisme, sans heurt, sans collision de classes, par une lente évolution qui, disaient les opportunistes, remplacent la révolution désormais « démodée ». Pour tromper les ouvriers, les opportunistes parlaient d'une « évolution révolutionnaire ». Les réformes elles mêmes ne devaient pas être arrachées de la bourgeoisie par la lutte. Les « réformistes » ne voulaient pas d'une lutte de classes pour les réformes. Ils comptaient avant tout sur le parlement bourgeois et affirmaient que l'essentiel, pour le parti ouvrier, était de conquérir le plus de sièges possibles. L'opportunisme tombait dans l'électoralisme. Les plus fieffés opportunistes prétendaient que le jour viendrait où les députés socialistes obtiendraient au parlement bourgeois la majorité absolue, et il suffira alors de voter le renversement du capitalisme et la déchéance de la bourgeoisie. C'était la fameuse théorie des « 51 o/o ».

Cette idéologie n'était plus du marxisme ; ce n'était plus du socialisme au sens marxiste et prolétarien du mot. C'était, au fond, l'idéologie des démocrates bourgeois ; c'était du libéralisme bourgeois et non du socialisme.

« Les libéraux ont toujours prétendu que le parlementarisme bourgeois abolit les classes et les divisions en classe du fait que tous les citoyens, sans distintion, bénéficient du droit de vote, du droit de participer aux affaires de l'Etat ».

(Lénine, Marxisme et révisionisme, dans « Marx, Engels, Marxisme », p. 100.)

Telle était, en France par exemple, l'idéologie officielle du parti radical qui s'intitulait, comme on sait, « Parti Radical et Radical-Socialiste ».

L'opportunisme introduisait dans les partis ouvriers marxistes une idéologie petite-bourgeoise.

Parlant des opportunistes qui existaient dans le parti socialiste allemand à leur époque, Marx et Engels écrivaient dans une lettre, en 1879 :

« Si ces messieurs se constituent en parti social-démocrate petit-bourgeois, ils sont dans leur droit, mais dans un parti ouvrier, ils représentent un élément de falsification. »

(Lettre à Bebel, sept. 1879.)

La lutte de Marx et d'Engels contre l'opportunisme

Les tendances à la conciliation avec la bourgeoisie, les tendances opportunistes, apparaissaient dans les partis ouvriers s'inspirant du marxisme, dès leurs débuts.

Marx et Engels luttaient inlassablement pour les éliminer. Ils dénonçaient impitoyablement les erreurs opportunistes. Ils dénonçaient, en même temps, ceux qui adoptaient, dans le parti, une attitude de conciliation à l'égard des opportunistes. Ils ne se sont pas bornés à combattre Lassalle et ses disciples qui « flirtaient » avec Bismarck. Ils combattaient également ceux qui leur faisaient des concessions. C'est ce que prouve la *Critique du Programme de Gotha* par Marx, les lettres de Marx et d'Engels aux chefs du parti socialiste d'Allemagne et des autres pays. C'est ainsi que les maîtres du socialisme scientifique aidaient les partis ouvriers à se débarrasser de l'opportunisme et à s'assimiler la tactique révolutionnaire de la lutte des classes, seule voie de salut pour le prolétariat.

Après la mort de Marx (14 mars 1883), Engels continue inlassablement la lutte pour maintenir dans le parti ouvrier la ligne prolétarienne révolutionnaire. C'est pourquoi, par la suite, les chefs sociaux-démocrates ont empêché la publication de multiples lettres où Engels dénonce l'opportunisme, ou n'ont publié ses textes que tronqués, pour les corriger dans le sens de l'opportunisme.

Le développement de l'opportunisme dans les partis socialistes, avant 1914

Après la mort d'Engels (1895), on assiste à un développement croissant de l'opportunisme.

Pour justifier la pratique de l'opportunisme, apparaît en théorie le *révisionnisme*. Les adversaires du marxisme ne combattaient pas le marxisme en se déclarant ouvertement et franchement anti-

marxistes. Ils disaient seulement qu'il fallait « réviser » le marxisme. D'où le nom de *révisionnisme*. Le représentant le plus connu de cette tendance était le social-démocrate Bernstein.

Le *révisionnisme* voulait réviser le marxisme dans tous les domaines dans le sens d'une conciliation avec la bourgeoisie. Au point de vue principes théoriques fondamentaux, il préconisait l'abandon du matérialisme dialectique; en économie, il faisait des concessions aux économistes bourgeois. Il affirma, par exemple, que les crises allaient disparaître sous le régime capitaliste, grâce aux cartels et aux trusts. Il cherchait également à prouver que les oppositions entre les classes allaient en s'atténuant. Enfin, en politique, les révisionnistes pratiquaient et prêchaient la collaboration des classes, aboutissant ainsi à l'opportunisme.

Le *révisionnisme* est apparu dans les divers pays à la fin du siècle dernier. Il prétendait être « le socialisme moderne ». Il n'était, en réalité, que le socialisme prémarxiste que le marxisme avait chassé du mouvement ouvrier et qui réapparaissait sous une nouvelle forme.

Mais ce n'est pas seulement l'opportunisme qui s'est développé après la mort d'Engels. En même temps que l'opportunisme se développe l'indulgence, la conciliation à l'égard des opportunistes dans le parti.

Quelques militants mènent un combat énergique contre l'opportunisme. Parmi eux, Rosa Luxembourg. Mais un combat vraiment conséquent, tirant jusqu'au bout les conséquences de la tactique révolutionnaire du marxisme ne fut mené contre l'opportunisme que par Lénine et ses disciples, les bolchéviks.

Par contre, dans les grands partis légaux de la IIe Internationale, la lutte contre l'opportunisme se transforme de plus en plus en défense des opportunistes sous le prétexte fallacieux de l'unité. Tel est le cas de Kautsky qui fut, avant la guerre, la grande autorité de la IIe Internationale en matière de marxisme. D'une lutte molle contre le révisionnisme, Kautsky est passé à l'accommodement avec lui, pour devenir ensuite son défenseur et rouler pendant la guerre dans le social-chauvinisme, falsifiant et reniant le marxisme.

De cette façon, l'opportunisme a envahi comme une gangrène les partis ouvriers. La trahison de 1914 représentait sa victoire.

Les opportunistes devinrent des sociaux-chauvins sans masque. Il y avait, en plus, les sociaux-chauvins masqués qui prêchaient la

conciliation avec eux et cherchaient à les protéger. Ils déclaraient vouloir tenir le « milieu » entre « la droite », c'est-à-dire les sociaux-chauvins, et « la gauche », c'est-à-dire les *internationalistes,* ceux qui combattaient la guerre impérialiste.

« Non moins dangereux pour la cause du prolétariat étaient les sociaux-chauvins masqués, dits centristes. Les centristes — Kautsky, Trotsky, Martov et d'autres — justifiaient et défendaient les sociaux-chauvins déclarés, c'est-à-dire qu'avec les sociaux-chauvins, ils trahissaient le prolétariat, en couvrant leur trahison de phrases « de gauche » de lutte contre la guerre, phrases destinées à abuser la classe ouvrière. De fait, les centristes appuyaient la guerre, puisque leur proposition de ne pas voter les crédits de guerre et de s'abstenir revenait à soutenir la guerre. Tout comme les sociaux-chauvins, ils exigeaient l'abandon de la lutte de classe pendant la guerre, pour ne pas gêner leurs gouvernements respectifs dans la conduite de la guerre. Sur toutes les questions importantes de la guerre, le centriste Trotsky était contre Lénine, contre le Parti bolchévik. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 156.)

L'explication de l'opportunisme

Dans sa brochure sur *Le Krack de la IIe Internationale,* Lénine montrait les racines de l'opportunisme.

« L'opportunisme, écrivit-il, est un produit du légalisme. Les partis ouvriers de l'époque 1889-1914 devaient utiliser la légalité bourgeoise. Quand la crise éclata, il fallut passer à l'action illégale... » (1)

Mais les chefs socialistes ne le firent pas.

« Les organisations légales de masse de la classe ouvrière sont peut-être l'indice distinctif le plus important des partis socialistes de l'époque. Elles étaient les plus fortes dans le parti allemand : et c'est ici que la guerre de 1914-1915 a marqué le revirement le plus aigu, a posé la question de la façon la plus tranchée. Il est clair que le passage aux actions révolutionnaires signifiait la dissolution des organisations légales par la police ; et le vieux parti, depuis Legien jusqu'à Kautsky inclusivement, a immolé les buts révolu-

(1) Voir, dans les *Conclusions,* l'analyse faite par Staline du caractère des partis de la IIe Internationale.

tionnaires du prolétariat à la sauvegarde des organisations légales d'aujourd'hui. On a vendu le droit du prolétariat à la révolution pour le plat de lentilles des organisations autorisées par la loi actuelle de police. »

(Le Krack de la IIe Internationale, p. 71.)

L'opportunisme a pu se développer en s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière.

« Avec les profits qu'elle tirait des colonies, de l'exploitation des pays arriérés, la bourgeoisie impérialiste achetait systématiquement, grâce à des salaires plus élevés et autres aumônes, les couches supérieures des ouvriers qualifiés, l'aristocratie ouvrière, comme on les appelait. C'est de cette catégorie d'ouvriers qu'étaient sortis maints dirigeants des syndicats et des coopératives, maints conseillers municipaux et parlementaires, maints employés de la presse et des organisations social-démocrates. Au moment de la guerre ces gens, par crainte de perdre leur situation, deviennent des adversaires de la révolution, les défenseurs les plus enragés de leur bourgeoisie, de leurs gouvernements impérialistes. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 156.)

La trahison de 1914 a marqué la fin de la IIe Internationale. La IIe Internationale cesse d'exister. Il ne reste plus que des partis sociaux-chauvins se faisant la guerre mutuellement aux côtés de leurs bourgeoisies impérialistes.

La théorie et la tactique du Parti bolchévik dans les questions de la guerre impérialiste et de la paix

Seul le Parti bolchévik avait levé du premier coup et sans hésiter le drapeau de la lutte décidée contre la guerre impérialiste (1).

« Les bolchéviks n'étaient pas contre *toute* guerre. Ils étaient seulement contre la guerre de conquête, contre la guerre impérialiste. Les bolchéviks estimaient qu'il y a deux genres de guerre :

a) la guerre *juste*, non-annexionniste, émancipatrice, ayant pour but, soit de défendre le peuple contre une agression du dehors et contre les tentatives de l'asservir, soit d'affranchir le peuple de l'esclavage capitaliste, soit enfin de libérer les colonies et les pays dépendants du joug des impérialistes ;

(1) Voir le deuxième cours : Histoire du Parti Communiste-Bolchévik de l'U.R.S.S.

b) la guerre *injuste*, annexionniste, ayant pour but de conquérir et d'asservir les autres pays, les autres peuples.

« Les bolchéviks soutenaient la guerre du premier genre. En ce qui concerne l'autre guerre, les bolchéviks estimaient qu'on devait diriger contre elle une lutte résolue, allant jusqu'à la révolution et au renversement de son gouvernement impérialiste. »

(Histoire du Parti bolchévik de l'U. R. S. S., p. 158.)

Contre *l'union sacrée* avec la bourgeoisie pendant la guerre impérialiste, les bolchéviks formulèrent le mot d'ordre de la *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*, pour le renversement de la bourgeoisie. Contre le mot d'ordre social-chauvin de soutien aux gouvernements qui déguisaient la guerre impérialiste en une guerre de défense de la patrie, les bolchéviks préconisaient « *la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste* », c'est-à-dire le refus de voter les crédits militaires, la création d'organisations illégales dans l'armée, la fraternisation des soldats sur le front, l'organisation de l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans contre la guerre, la transformation de cette action en *insurrection* contre son propre gouvernement impérialiste. Lénine préconisait cette politique à l'égard des gouvernements impérialistes pour les partis révolutionnaires de *tous* les pays belligérants.

« Les bolchéviks n'étaient pas de simples pacifistes, soupirant après la paix et se bornant à faire de la propagande en sa faveur, comme la majorité des sociaux-démocrates de gauche. Les bolchéviks s'affirmaient pour une lutte révolutionnaire active en faveur de la paix, allant jusqu'à renverser le pouvoir de la belliqueuse bourgeoisie impérialiste. Ils rattachaient la cause de la paix à celle de la victoire de la révolution prolétarienne, estimant que le plus sûr moyen de liquider la guerre et d'obtenir une paix équitable, une paix sans annexions, ni contribution, était de renverser le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 158.)

La trahison des partis de la IIe Internationale a causé à la classe ouvrière et aux masses laborieuses de tous les pays un mal immense.

« La guerre n'aurait pas eu la même force de destruction, peut-être même ne se serait-elle pas déployée avec la même violence

si les partis de la IIe Internationale n'avaient pas trahi la cause de la classe ouvrière, s'ils n'avaient pas violé les décisions des Congrès de la IIe Internationale contre la guerre, s'ils s'étaient décidés à réagir énergiquement et à dresser la classe ouvrière contre les gouvernements impérialistes, contre les fauteurs de guerre. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 170.)

Par contre, grâce à la tactique révolutionnaire préconisée par Lénine, les ouvriers de Russie ont pu, sous la direction du Parti bolchévik, exploiter la faiblesse du capitalisme, enfoncer le front de l'impérialisme et créer, pour la première fois dans le monde, le pouvoir des Soviets, donnant ainsi l'exemple aux travailleurs de tous les pays capitalistes et aux peuples opprimés du monde entier; ouvrant une nouvelle époque dans l'histoire de l'Humanité, et traçant aux travailleurs la conduite à tenir *dans toutes les guerres impérialistes.*

CHAPITRE III

LES PARTIS SOCIALISTES CONTRE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE (1917-1921)

La Révolution d'octobre et la première vague révolutionnaire

La guerre impérialiste de 1914-1918 ébranla le système capitaliste mondial. Elle fut l'expression de la *crise générale* de ce système. Cet ébranlement, ainsi que l'aggravation de la lutte des classes et l'influence immédiate de la révolution prolétarienne victorieuse d'octobre, ont déterminé des révolutions et des mouvements révolutionnaires en Europe, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. En janvier 1918 éclate l'insurrection ouvrière en Finlande; en août 1918, les « émeutes du riz » au Japon; en novembre 1918, c'est la révolution en Autriche et en Allemagne, renversant les monarchies semi-féodales; en mars 1919, révolution prolétarienne en Hongrie et instauration du pouvoir des Soviets; en avril 1919, République des Soviets en Bavière; en mars 1921, soulèvement de l'avant-garde ouvrière en Allemagne.

Au cours de cette période, les chefs sociaux-démocrates, les opportunistes et leurs amis passent au camp de la contre-révolution et deviennent les ennemis acharnés de la révolution prolétarienne.

Les chefs socialistes aux côtés de la bourgeoisie pour sauver le capitalisme

En *Russie* (1), après la révolution démocratique bourgeoise de février, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires travaillent à canaliser la révolution, à empêcher sa transformation en révolution socialiste. Ayant réussi à acquérir la majorité dans les Soviets en trompant le peuple, ce sont eux qui remettent le pouvoir à la bourgeoisie. Ils passent au camp de la contre-révolution dès avant la révolution d'octobre.

N'ayant pas réussi à empêcher la révolution prolétarienne d'octobre 1917, ils fomentent, avec la contre-révolution intérieure des capitalistes et propriétaires fonciers, des complots contre le prolétariat au pouvoir, allant jusqu'à tirer sur Lénine.

La contre-révolution intérieure étant écrasée, les menchéviks et socialistes-révolutionnaires soutiennent avec acharnement l'intervention impérialiste étrangère contre le pays des soviets.

Le Parti bolchévik avait proclamé *la guerre de salut de la patrie*. Les menchéviks qui étaient *pour* la défense de la patrie tant que ce mot d'ordre couvrait la guerre impérialiste, étaient passés du côté des envahisseurs du moment qu'il s'agissait réellement de la défense de la patrie contre les impérialistes étrangers qui voulaient écraser le pouvoir des Soviets. Les chefs sociaux-démocrates les plus en vue, soutenaient et les menchéviks et leurs alliés, les généraux blancs. Les « mous » qui avaient toujours prêché la douceur à l'égard de la bourgeoisie, ont retrouvé la férocité des versaillais contre le prolétariat révolutionnaire.

En *Allemagne*, les sociaux-démocrates étaient également en majorité dans les Soviets. En l'absence d'un parti communiste, ils en ont profité pour transformer les Soviets en instrument docile du gouvernement bourgeois, ce qui explique la faiblesse de la Révolution bourgeoise de 1918 en Allemagne. Contre les ouvriers et soldats allemands qui prirent les armes pour renverser la bourgeoisie, les chefs sociaux-démocrates Ebert, Noske, Scheidemann, etc., s'allient avec les généraux réactionnaires de l'ancien régime et se servent de leurs troupes spéciales de terroristes pour écraser la « révolte de Spartacus », l'insurrection des ouvriers et soldats révo-

(1) Voir le deuxième cours : Histoire du Parti Communiste-bolchévik de l'U.R.S.S.

lutionnaires, et la Commune de Bavière. Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, les chefs du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne, sont assassinés par les officiers contre-révolutionnaires alliés avec les chefs sociaux-démocrates. Ce crime resta impuni grâce aux sociaux-démocrates au pouvoir. C'est un ministre *socialiste, NOSKE* qui noie dans le sang l'insurrection ouvrière avec une telle férocité que le peuple l'appelle « *der Blut-hund* », le *chien sanglant.* Ce n'est que grâce au soutien actif de la social-démocratie que la bourgeoisie allemande a pu garder le pouvoir. La République de Weimar est née dans le sang des meilleurs combattants du prolétariat d'Allemagne sauvagement massacré. Ce crime fut perpétré avec l'aide des Alliés, avec les armes et les soldats que Foch avait laissés à la bourgeoisie allemande pour abattre la révolution prolétarienne, de même que Bismarck avait aidé Thiers pour écraser la Commune. Il est clair que sans la social-démocratie la situation actuelle de l'Europe et de la France serait tout à fait différente.

En *Hongrie* aussi, la défaite du pouvoir des Soviets fut marquée par la trahison honteuse des chefs socialistes.

« Les premières tentatives de révolution nées de la crise aigüe du capitalisme (1918-1921), se terminèrent par la victoire et l'affermissement de la dictature du prolétariat dans l'U.R.S.S., et par la défaite du prolétariat dans divers autres pays. Ces défaites sont dues, avant tout, à la tactique de trahison des chefs sociaux-démocrates et des leaders réformistes du mouvement syndical. »

(Programme de l'Internationale Communiste.)

La fondation de la IIIe Internationale

L'opportunisme avait tué la IIe Internationale. Dès 1914, Lénine travaille à la création d'une nouvelle Internationale. La tâche de créer la IIIe Internationale est posée déjà en novembre 1914, dans le Manifeste du Parti bolchévik.

Peu à peu, le mouvement internationaliste se développait dans les partis socialistes des pays belligérants. En septembre 1915 s'est réunie à Zimmerwald, en Suisse, la première conférence des internationalistes. C'était « le premier pas dans la voie du développement du mouvement internationaliste contre la guerre ». Lénine y constitua *la gauche de Zimmerwald.* En 1916, s'est réunie à Kienthal, également en Suisse, une deuxième conférence des inter-

nationalistes. Sous l'influence de la guerre, les masses évoluaient à gauche et, sous leur pression, des groupes internationalistes existaient déjà dans presque tous les pays.

« Mais la Conférence de Kienthal, elle non plus, n'avait pas adopté les principes fondamentaux de la politique bolchévik : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite des gouvernements impérialistes respectifs dans la guerre, constitution d'une IIIe Internationale. Toutefois la Conférence de Kienthal contribua à dégager les éléments internationalistes qui plus tard devaient former la IIIe Internationale. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 157.)

En 1917, dès son retour à Petrograd Lénine préconisait, parmi les célèbres thèses d'avril, la création d'une nouvelle Internationale, de l'Internationale communiste, dégagée de l'opportunisme et du social-chauvinisme.

Lorsque, à la faveur de la vague révolutionnaire qui a déferlé sur les pays capitalistes à la suite de la révolution d'octobre, les partis communistes étaient apparus en Europe, le terrain était prêt pour la création effective de l'Internationale Communiste.

« En mars 1919, à Moscou, au premier Congrès des partis communistes des différents pays, l'Internationale communiste fut fondée sur l'initiative de Lénine et des bolchéviks. Le blocus et les persécutions des impérialistes avaient empêché beaucoup de délégués de se rendre à Moscou ; le premier Congrès réunit néanmoins les délégués des principaux pays d'Europe et d'Amérique. C'est Lénine qui dirigea les travaux du Congrès.

Dans son rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, Lénine montra la signification du pouvoir des Soviets, en tant que démocratie authentique des travailleurs. Le Congrès adopta un manifeste au prolétariat international, qui appelait à la lutte décisive pour la dictature prolétarienne, pour la victoire des Soviets dans tous les pays.

Le Congrès constitua un Comité exécutif de la IIIe Internationale Communiste. (C. E. de l'I. C.)

C'est ainsi que fut créée une organisation internationale du prolétariat révolutionnaire d'un type nouveau, l'Internationale Communiste, l'Internationale marxiste-léniniste ».

(Histoire du Parti bolchévik, pp. 218-219.)

Désormais, la période de la IIe Internationale dans le mouvement ouvrier était terminée.

« L'Internationale Communiste qui unit les ouvriers révolutionnaires et entraîne des millions d'opprimés et d'exploités contre la bourgeoisie et ses agents « socialistes », se considère comme la continuatrice historique de la « Ligue des Communistes » et de la Ire Internationale qui furent sous la direction immédiate de Karl Marx, et comme l'héritière des meilleures traditions d'avant-guerre de la IIe Internationale. La Ire Internationale jeta les bases doctrinales de la lutte internationale du prolétariat pour le socialisme. La IIe Internationale, dans sa meilleure époque, prépara le terrain à une large expansion du mouvement ouvrier parmi les masses. La IIIe Internationale Communiste, continuant l'œuvre de la Ire Internationale et recueillant les fruits des travaux de la IIe, en a résolument rejeté l'opportunisme, le social-chauvinisme, la déformation bourgeoise du socialisme et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat. » (Programme de l'Internationale Communiste, p. 6.)

CHAPITRE IV

COMMENT LA IIe INTERNATIONALE A TROMPÉ LES TRAVAILLEURS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE 1914-1918 (1921-1928)

La stabilisation partielle du capitalisme

Grâce aux défaites du prolétariat, la bourgeoisie a pu augmenter l'exploitation des masses dans la métropole et les pays coloniaux, réduire brusquement leur niveau de vie. Elle a pu sauver sa domination dans le sang et dans la misère des opprimés : le système capitaliste est partiellement stabilisé.

Stabilisation partielle, parce que la crise générale du système capitaliste renversé sur un sixième du globe subsiste ; la stabilisation se produit sur un fond de désorganisation. C'est la stabilisation au-dessus d'un volcan. Stabilisation précaire aussi qui, pour son développement même, devait saper ses propres fondements en précipitant le capitalisme dans le *deuxième cycle des guerres et des révolutions.*

Durant cette période la bourgeoisie s'efforcera de tromper les travailleurs en suscitant illusions sur illusions. La social-démocratie

se charge de répandre dans la classe ouvrière ces illusions nécessaires à la bourgeoisie. Elle s'efforce de diviser, à tout prix, la classe ouvrière.

C'est un tel acte de division que représenta la reconstitution à Hambourg, en 1923, de la IIe Internationale qui fut baptisée « Internationale Ouvrière Socialiste ». Mais la IIe Internationale reconstituée avait un caractère très différent de la IIe Internationale d'avant la guerre de 1914-1918.

La IIe Internationale était, avant 1914, l'organisation internationale du mouvement ouvrier. La IIe Internationale reconstituée à Hambourg n'était que l'organisation internationale des opportunistes, l'agence internationale des partis qui, dans chaque pays, servaient leur bourgeoisie. C'est pourquoi toutes les contradictions impéralistes se retrouvaient régulièrement au sein de l'I. O. S. qui, dans tous ses congrès, se divisait de la même manière que l'impérialisme à l'échelle mondiale. Son unité ne s'affirmait que sur un seul sentiment : la haine anti-soviétique. Le rôle essentiel de l'I. O. S. a été de scinder et de diviser le front de lutte prolétarien contre le capital. Elle fut, pendant la durée de son influence, le principal appui de l'impérialisme dans la classe ouvrière. Pour réaliser cette politique sans se couper des masses, la social-démocratie opérait, dans tous les pays, au moyen de deux ailes : *l'aile droite*, ouvertement contre-révolutionnaire, et *l'aile gauche*, usant de la phraséologie révolutionnaire pour retenir les ouvriers, leur faire espérer un « redressement ». L'aile gauche protégeait l'aile droite et la ralliait toujours aux heures critiques. C'est ainsi qu'en France Zyromsky couvrait et protégeait Blum et Cie et fit, ensuite, « l'union sacrée ».

Les illusions de la prospérité

Pendant ces années, et en particulier de 1925 à 1928, l'industrie capitaliste, le commerce, « les affaires » se développent ; les profits, en particulier ceux de la bourgeoisie américaine, augmentent en même temps. La puissance des cartels et des trusts également. Ce phénomène atteint les plus grandes proportions aux Etats-Unis.

La bourgeoisie internationale proclame que l'ère de la prospérité éternelle était arrivée, les Etats-Unis en ayant découvert le secret. En France, c'est Tardieu qui, étant président du Conseil en 1929, a annoncé la « prospérité ». Avec tous les porte-parole du

grand capital, les chefs socialistes chantaient eux aussi « l'hymne à la prospérité ». Ils proclamaient que la nature du capitalisme avait changé, grâce aux cartels et aux trusts, dans un sens « socialiste » ; qu'au capitalisme anarchique qui engendrait les crises avait succédé l'ère du « capitalisme organisé », le capitalisme sans crise. Cette théorie anti-marxiste reprenait les slogans des *révisionnistes*. Elle était développée parmi les théoriciens sociaux-démocrates par l'ex-marxiste Hilferding et, dans les syndicats réformistes d'Allemagne, par Naphtali. En France, c'est Spinasse qui s'en était fait une spécialité. Il présentait aux ouvriers français les Etats-Unis comme la société idéale, la rationalisation *capitaliste* (systèmes Bedeau et autres) comme la solution de la question sociale et Ford comme ayant « surclassé » Marx. Les chefs socialistes aidaient ainsi le capitalisme à faire accepter par les travailleurs une rationalisation dont le but exclusif était d'accroître le profit au détriment de la santé des ouvriers, parce qu'étant capitaliste, elle visait à l'accroissement du rendement par l'accroissement de l'*intensité* du travail, c'est-à-dire de la dépense nerveuse et musculaire.

Aujourd'hui Spinasse chante toujours. Spinasse est admis à chanter dans « La Vie Industrielle », paraissant à Paris, les beautés de l'économie « nationale-socialiste ».

La IIe Internationale dissimule aux travailleurs l'imminence de la crise économique

Cette « prospérité », toute relative qu'elle était, ne pouvait cependant pas durer indéfiniment. Le capitalisme connaît, tant qu'il subsiste, des crises périodiques (1).

Dissimuler la crise correspondait aux intérêts de la bourgeoisie, alors qu'il était d'une importance vitale pour les travailleurs d'en être prévenus. L'expérience montre, en effet, que c'est aux frais des travailleurs que la bourgeoisie cherche à sortir de la crise, ce qui est d'autant plus aisé que la crise surprend davantage la classe ouvrière.

Pour prévoir la crise, il fallait être marxiste. Les chefs socialistes avaient abandonné le marxisme pour les théories bourgeoises à la mode.

Mais l'Internationale communiste, l'Internationale marxiste-

(1) Voir le premier cours : Les bases théoriques du communisme.

léniniste, n'a cessé de montrer le caractère inévitable de crises nouvelles, afin d'appeler les travailleurs à la vigilance.

« Tant que le capitalisme existe, disaient les thèses du 3e Congrès de l'I. C., les oscillations cycliques sont inévitables. Elles l'accompagneront aussi dans son agonie, comme elles l'ont accompagné dans sa jeunesse et dans sa maturité. »

Le 6e Congrès de l'I. C., qui s'est tenu en 1928, en pleine période de prospérité, a annoncé aux travailleurs du monde entier la maturation d'une nouvelle crise économique, et les Partis Communistes, ainsi que les syndicats rouges, alertaient, dans tous les pays, la classe ouvrière afin qu'elle se prépare à affronter l'offensive du capital que la crise devait déclencher.

Le 6e Congrès de l'I. C. ayant prédit, dans ses résolutions, l'avènement nécessaire d'un « nouvel ébranlement de la stabilisation capitaliste » et d'une nouvelle « aggravation aigüe de la crise générale du capitalisme », les représentants de la bourgeoisie et les chefs socialistes se moquaient des communistes. Mais la crise éclata au milieu de l'année 1929, et ce fut une crise économique d'une gravité sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Les chefs socialistes qui avaient trompé les travailleurs, oubliant la « prospérité », s'appliquaient à faire accepter aux masses les diminutions de salaire et les divers autres sacrifices par lesquels la bourgeoisie cherchait à sortir de la crise aux frais des masses laborieuses.

La IIe Internationale dissimule aux travailleurs les dangers de la nouvelle guerre impérialiste

Le traité de Versailles qui consacrait un partage impérialiste du monde au profit des vainqueurs, et principalement au profit de l'impérialisme anglais, renfermait les germes d'une nouvelle guerre impérialiste, car il n'y a pas de partage définitif du monde entre impérialistes et pas d'autre méthode de partage que la guerre. Les chefs sociaux-démocrates s'efforcèrent de dissimuler ce fait au lendemain de la première guerre impérialiste. Ils cherchaient à faire croire aux travailleurs que la paix règnerait dorénavant grâce à la bonne volonté des impérialistes réunis dans la Société des Nations. Ils dissimulaient l'existence et l'aggravation nécessaire des contradictions impérialistes, répandaient la « mystique de Genève », en s'efforçant de contaminer les ouvriers par le pacifisme bourgeois.

Cette attitude était hautement profitable à la bourgeoisie. Elle tendait à dissimuler les préparatifs de guerre en faisant croire à la possibilité du désarmement en régime capitaliste. A l'époque même où s'aggravaient les contradictions entre les impérialistes, elle tendait à endormir la vigilance de la classe ouvrière.

Le 6e Congrès de l'I. C., qui avait prédit la crise, a annoncé également l'aggravation prochaine des dangers de guerre.

« La lutte " pacifique " pour le pétrole, le caoutchouc, le coton, la houille, les métaux, pour un nouveau partage des débouchés et des sphères d'investissement des capitaux, conduit inévitablement à une nouvelle *guerre mondiale* qui sera d'autant plus dévastatrice que la technique de la guerre progresse à une allure folle. »

(Programme de l'Internationale Communiste adopté par le 6e Congrès en 1928, p. 25.)

Et à l'appel de l'Internationale Communiste, le prolétariat révolutionnaire a manifesté, le 1er août 1929, contre la guerre impérialiste, dans le monde entier.

Les événements donnèrent de nouveau raison à l'Internationale de Lénine et de Staline. La crise économique allait aggraver d'une façon inouïe les dangers de guerre et amener même le début de la deuxième guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde.

CHAPITRE V

LA IIe INTERNATIONALE, FOURRIÈRE DU FASCISME ET AGENCE DE L'IMPÉRIALISME

La nouvelle offensive du fascisme

A partir de 1929, la crise déferle sur tous les pays capitalistes, cependant que l'U.R.S.S. enregistrait les grands succès de l'industrialisation socialiste. Dans les pays capitalistes la crise était d'autant plus grave que la crise industrielle se compliqua d'une crise agraire. Le développement de la crise allait développer toutes les contradictions du capitalisme.

Dans son rapport au 16e Congrès du Parti Communiste de l'U. R. S. S., Staline a montré que « la bourgeoisie cherchera une issue à la situation par la fascisation continue, en matière de politique intérieure, utilisant à cet effet toutes les forces réactionnaires, y compris la social-démocratie ».

(Les Questions du Léninisme, t. II, p. 95.)

C'est ce qui est arrivé effectivement. La crise a eu pour conséquence une nouvelle offensive du fascisme. La social-démocratie apparaît comme l'auxiliaire du fascisme. Il en fut ainsi en particulier en Allemagne.

Comment la social-démocratie allemande a préparé l'avènement du régime actuel en Allemagne

Dès le début de la crise, en Allemagne, les chef socialistes et leaders des syndicats rèformistes s'emploient à faire accepter aux travailleurs la politique des « sacrifices ». Comme ils sont au gouvernement et détiennent partout, y compris la *police*, de hautes fonctions, ils sont en même temps chargés eux-mêmes de l'application de cette politique. « Nous sommes les médecins au chevet du capitalisme malade », proclamaient les chefs socialistes et réformistes.

La première diminution des salaires imposée par l'Etat eut lieu en Allemagne, à la suite d'un arbitrage rendu par Severing, le ministre de l'intérieur socialiste de Prusse.

Dès décembre 1930, le chef réformiste Tarnow a déclaré ouvertement : « Il faut que la crise soit résolue, avec les sacrifices nécessaires de la part de la classe ouvrière, dans le cadre du régime social capitaliste. »

En 1930, la bourgeoisie avait congédié le chancelier social-démocrate Hermann Müller pour appeler au pouvoir le réactionnaire Brüning, chef du *Centre Catholique*. Brüning était appelé au pouvoir pour imposer les décrets de famine destinés à rejeter sur les masses les frais de la crise, sous la forme de réductions massives des salaires et de nouveaux impôts, en restreignant, en même temps, la liberté de la presse et la liberté de réunion, pour étouffer la protestation ouvrière.

Brüning ne pouvait pas gouverner sans le soutien du parti social-démocrate d'Allemagne. Mais ce soutien lui fut accordé et les chefs sociaux-démocrates justifiaient leur politique par la théorie du « moindre mal ».

Le social-démocrate Sallmann déclarait en 1931, au congrès de son parti tenu à Leipzig : « Il n'y avait que cette alternative, le cabinet de Brüning ou une dictature fasciste déclarée. »

On peut apprécier aujourd'hui à quel point c'était un mensonge imprudent. Il y avait, en effet, une autre possibilité : la lutte com-

mune des travailleurs socialistes et communistes, dans le front unique anti-fasciste préconisé inlassablement par le parti communiste d'Allemagne.

Mais les chefs de la social-démocratie ne voulaient à aucun prix du front unique anti-fasciste.

Ils ne voulaient pas de lutte effective contre le fascisme.

En Allemagne, la social-démocratie a constamment participé au pouvoir depuis 1918. Elle a gouverné la Prusse sans interruption depuis la fin de la guerre jusqu'en 1932.

Les ministres sociaux-démocrates avaient interdit la *Ligue des Combattants du Front Rouge* et désarmé les ouvriers. Par contre, ils avaient permis l'organisation des S. A. et des S. S. de Hitler, et les faisaient protéger par leur police contre les ouvriers, à l'époque où ces organisations étaient encore faibles. Dirigeants syndicaux, ils empêchaient les grèves et faisaient exclure des syndicats les communistes. Des préfets de police sociaux-démocrates, comme Zoergiebel et Grzesinsky faisaient mitrailler les ouvriers, au cours des manifestations, par des policiers qui étaient organisés dans la « *Communauté de travail des policiers sociaux-démocrates* ».

Aux élections présidentielles, le parti social-démocrate a opposé à la candidature de Thaelmann la candidature du maréchal von Hindenburg, en lançant le slogan « Voter pour Thaelmann, c'est voter pour Hitler ». Ils racontaient aux ouvriers qu'Hindenburg serait le rempart de la démocratie contre Hitler, et c'est ce que Blum racontait également dans le *Populaire*.

Or, c'est précisément Hindenburg qui, conformément aux vœux de la fraction dirigeante de la grande bourgeoisie allemande, devait appeler Hitler au pouvoir en janvier 1933.

Mais jusqu'à ce moment, et même au delà de ce moment, les chefs de la social-démocratie et des syndicats réformistes divisaient les travailleurs et servaient la bourgeoisie.

En 1932, le gouvernement social-démocrate de Prusse fut chassé sans autre forme de procès. Le parti communiste d'Allemagne proposa alors à nouveau de constituer le front unique antifasciste. Les chefs sociaux-démocrates refusèrent. Il en sera ainsi jusqu'à la fin, jusqu'à l'avènement d'Hitler au pouvoir. Et même après l'avènement d'Hitler, ils se cramponnent : ils lui votent la confiance au Reichstag. Il se cramponnent, jusqu'au moment où la bourgeoisie les chasse, par l'intermédiaire d'Hitler, comme des laquais devenus

inutilisables. C'est ainsi que la politique de la social-démocratie a conduit les travailleurs allemands sous le joug du régime actuel.

Unis, les travailleurs socialistes et communistes auraient pu empêcher l'avènement de ce régime, et ce fait aurait eu, comme chacun le voit aujourd'hui, des conséquences incalculables. Mais les chefs sociaux-démocrates ont tout fait pour empêcher cette union. L'organe central du parti social-démocrate d'Allemagne n'a cessé de mener, jusqu'à son interdiction, la campagne de haine contre le parti communiste et contre l'U.R.S.S., comme devait le faire « Le Populaire », et telle était la haine anti-communiste qui animait la social-démocratie que certains organes de province allaient jusqu'à imprimer « plutôt Hitler que la dictature du prolétariat ».

La classe ouvrière d'Allemagne se dressait de plus en plus contre les trahisons répétées de la social-démocratie. Souffrant des conséquences de la crise, rendues particulièrement graves par les suites de la guerre et du traité de Versailles, elle se tournait de plus en plus vers le parti communiste qui a recueilli, aux dernières élections ayant précédé l'avènement du régime actuel, six millions de voix. Le discrédit de la social-démocratie allait en se développant. C'est pourquoi, précisément, la bourgeoisie allemande appela Hitler au pouvoir.

« La victoire du fascisme en Allemagne, a dit Staline au 17e Congrès du Parti bolchévik, il ne faut pas la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat de trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer son pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement. »

(Les questions du Léninisme, t. II.)

En Autriche également, la social-démocratie avait sauvé la bourgeoisie, puis frayé la voie au fascisme qui, avant l'annexion par Hitler, fut instauré d'abord par Dollfuss, puis Schuschnigg, dans le sang des ouvriers héroïques de Vienne.

Les débuts de la deuxième guerre impérialiste

Staline avait montré également au 17e Congrès du Parti bolchévik de l'U.R.S.S. que la bourgeoisie chercherait une issue à la crise, en même temps que par l'établissement de la dictature fasciste, dans la guerre pour un nouveau partage du monde.

Effectivement, dès 1932, le Japon déclenche la guerre, sans déclaration, à la Chine; il occupe la Mandchourie. Il cherchait à atteindre deux objectifs: 1° s'assurer des positions avantageuses pour mettre la main sur la Chine du Nord; 2° déclencher l'agression contre l'U.R.S.S. Pour agir à son aise, il se retira de la Société des Nations. Il se forma ainsi en Extrême-Orient un *premier foyer de guerre.*

L'Allemagne hitlérienne se retira également, et pour les mêmes raisons, de la *Société des Nations,* et se préparait ouvertement à la guerre pour imposer la révision des frontières des Etats européens à son profit. Un *second foyer de guerre* se formait en Europe.

En 1935, l'Italie attaqua et soumit l'Abyssinie, menaçant ainsi les routes maritimes britanniques allant d'Europe aux Indes et en Asie. Un *troisième foyer de guerre* apparut. Pour avoir les mains libres et pouvoir s'armer davantage, l'Italie abandonna à son tour la *Société des Nations.*

La deuxième guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde commençait ainsi peu à peu.

« Elle a commencé furtivement, sans déclaration de guerre. Les états et les peuples ont, en quelque sorte, glissé imperceptiblement dans l'orbite d'une deuxième guerre impérialiste. »

(Histoire du Parti bolchévik, p. 314.)

Le glissement vers la deuxième guerre impérialiste mondiale se précipite d'autant plus que les symptômes d'une deuxième crise économique se développent à partir du milieu de 1937, avant même que soient liquidées les conséquences de la grande crise de 1929 1933.

La politique de la social-démocratie dominée par la haine anti-soviétique

Depuis l'écrasement de l'intervention impérialiste étrangère, les chefs menchéviks émigrés à l'étranger, en particulier à Berlin et à Paris, consacrèrent leur activité à des campagnes de calomnies ignobles contre l'U.R.S.S. et intrigaient auprès des puissances im-

périalistes, pour une nouvelle intervention armée contre le pouvoir des Soviets.

Les chefs menchéviks émigrés, les Dan, Abramovitch et consorts ont été reçus à bras ouverts par la IIe Internationale, dont l'attitude à l'égard de l'Union Soviétique n'a cessé d'être identique à celle de ces contre-révolutionnaires gardes-blancs.

La haine anti-soviétique de la social-démocratie s'exaspérait à mesure que se renforçait l'U. R. S. S. et que se poursuivait la construction du socialisme.

Après les menchéviks gardes-blancs, la IIe Internationale et ses partis avaient recueilli la bande trotskyste. En France, par exemple, les provocateurs trotskystes ont été régulièrement ramassés par le parti socialiste. Les chefs réformistes corrompus, les Jouhaux et les Belin leur donnaient des emplois à la C. G. T. Les chefs socialistes et réformistes s'en servaient pour les campagnes de calomnie contre l'U. R. S. S. et pour diviser les travailleurs.

En U. R. S. S, le procès des saboteurs et assassins trotskystes avait révélé la honteuse collusion entre les bandits trotskystes, les menchéviks émigrés, les chefs de la IIe Internationale, l'*Intelligence Service* anglais, les services d'espionnage allemand et japonais.

Toutes les machinations dirigées contre l'Union Soviétique sont soutenues par les chefs socialistes, même lorsqu'elles émanent des puissances fascistes. La révolution prolétarienne, voilà l'ennemie, telle est la devise de la social-démocratie.

Opportunistes, les chefs de la IIe Internationale sacrifiaient les intérêts permanents du prolétariat à ses intérêts momentanés. Mais face à l'U.R.S S., ils entendaient représenter les intérêts permanents de la bourgeoisie contre le prolétariat, les intérêts permanents du capitalisme auquel l'U. R. S. S. rappelle, à chaque minute, du seul fait de son existence, la mort inéluctable. C'est pourquoi les chefs socialistes n'ont jamais cessé d'être à l'avant-garde de l'agression anti-soviétique.

Lorsque, par suite de la crise, les contradictions entre l'impérialisme franco-anglais, d'une part, et, d'autre part, l'impérialisme allemand, se sont particulièrement aggravées, les gouvernements impérialistes de Paris et de Londres cherchaient à lancer Hitler contre l'Union Soviétique. Leur plan était de détourner les appétits d'annexion de l'impérialisme allemand des colonies anglaises et françaises pour les orienter vers l'U. R. S. S. Dès lors, ils faisaient

concessions sur concessions aux revendications territoriales d'Hitler et de Mussolini.

Les chefs socialistes n'ont cessé de soutenir cette politique de concession qui a fortifié les puissances de « l'axe », et à partir du moment où Hitler et Mussolini étaient destinés à être les champions de l'agression anti-soviétique, les chefs socialistes leur adressaient des sourires, oubliant l'écrasement de leur parti en Italie, comme en Allemagne, et les dizaines de milliers d'ouvriers socialistes qui sont tombés aux côtés de leurs frères communistes dans la lutte commune pour la liberté.

La IIe Internationale et la politique de non-intervention en Espagne (1)

Lorsque, sous prétexte de porter aide au fasciste Franco, l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne sont intervenues en Espagne, en 1936, l'impérialisme franco-anglais entendait les laisser faire. C'est pour leur compte que Blum, alors président du Conseil, inaugura la politique de la non-intervention qui signifiait l'étranglement de la République espagnole.

Notre parti combattait inlassablement cette politique et mobilisait les masses laborieuses de France pour l'aide à l'Espagne républicaine. Avec toute la bourgeoisie réactionnaire qui, contrairement aux intérêts de la sécurité de la France, soutenait Franco, c'est-à-dire Hitler et Mussolini, les chefs socialistes, qui divisaient et sabotaient le Front Populaire, propageaient contre le Parti Communiste la calomnie qui le représentait comme « le parti de la guerre ». Au même moment, ils soutenaient eux-mêmes les projets d'agression anti-soviétique de l'impérialisme franco-anglais.

La politique de la non-intervention était soutenue, en même temps, par la IIe Internationale, qui a constamment refusé les offres répétées de l'Internationale Communiste de former le front unique international pour la défense de l'Espagne républicaine. Mais, même au temps où la République espagnole luttait déjà, avec un héroïsme immense, pour son existence, les dirigeants de la IIe Internationale refusaient le front unique sous de misérables prétextes bureaucratiques, n'osant pas avouer que ce n'est pas la défaite du fascisme,

(1) Nous reviendrons sur les événements traités dans les paragraphes suivants dans le cinquième cours, consacré à l'Histoire du Parti Communiste Français. Nous nous bornerons, dans ce cours, à des indications générales.

mais celle de la démocratie que ces sociaux-démocrates souhaitaient. C'est, du reste, pour cette défaite qu'avaient travaillé en Espagne même les chefs socialistes comme Largo Caballero, Besteiro, etc., qui avaient trahi ouvertement la République espagnole, dans ses derniers jours. En France même, le parti socialiste avait mené campagne pour la défense du « Poum », organisation socialo-trotskyste qui était, en fait, une organisation d'espionnage travaillant pour Franco dans les rangs des républicains. Il s'est révélé ainsi, une fois de plus, que dès que la révolution paraît à l'horizon, les chefs socialistes passent au service de la contre-révolution.

La IIe Internationale et Munich

Le découpage de la Tchécoslovaquie, réalisé à Munich, a livré en fait ce pays à l'impérialisme allemand. Daladier et Chamberlain ont proclamé avoir sauvé la paix. C'est pour appuyer ce mensonge que la mobilisation avait été décrétée en France. Ce qui fut appelé le sauvetage de la paix n'était qu'une nouvelle concession à l'impérialisme allemand, toujours en vue de l'agression anti-soviétique.

Munich n'était pas la paix, c'est ce que la suite des événements devait montrer clairement.

Mais la politique munichoise fut soutenue par les chefs socialistes. Dans le parti socialiste, Paul Faure et son équipe étaient des « munichois » avoués et prêchaient ouvertement un « rapprochement franco-allemand », dont le contenu concret était le bloc anti-soviétique. Mais Blum était tout aussi munichois ; il défendait et couvrait en réalité la politique de Paul Faure et avait écrit, au lendemain des accords de Munich, qu'il en éprouvait un « lâche soulagement ». Il parlait ainsi pour accréditer la légende que Munich avait évité la guerre. Les « anti-munichois » parmi les chefs socialistes servaient, en réalité, à couvrir Paul Faure et Blum devant la base du parti socialiste qui désapprouvait profondément la politique munichoise.

Contre le Parti communiste qui avait combattu, dans le pays et à la Chambre, contre les accords de Munich votés par le Parti socialiste, Daladier avait lancé, une fois de plus, la calomnie « les communistes veulent la guerre » et les chefs socialistes étaient à « l'avant-garde » de cette campagne. Ils poussaient leur démagogie criminelle jusqu'à prétendre que les communistes avaient renié

leur principe pour tomber dans « l'union sacrée ». Mais bientôt les événements allaient montrer qui était pour et qui était contre l'union sacrée avec la bourgeoisie.

CHAPITRE VI

LA DEUXIÈME GUERRE IMPÉRIALISTE ET LA LIQUIDATION DE LA IIe INTERNATIONALE

La IIe Internationale contre le pacte d'assistance mutuelle

Au milieu de l'aggravation continuelle des menaces d'une nouvelle guerre impérialiste, l'Union Soviétique poursuivait inlassablement sa politique de paix dans l'intérêt de la construction du socialisme et des peuples du monde entier. La constitution d'un bloc unissant toutes les puissances au détriment desquelles les puissances de l'axe voulaient repartager le monde à leur profit aurait pu éviter la guerre.

C'est pourquoi, lorsque la France et l'Angleterre ont manifesté le désir d'entrer en négociation avec l'U. R. S. S., en vue de la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle, le gouvernement soviétique a accédé à ce désir.

Il existait déjà, entre l'Union Soviétique et la France, un pacte d'assistance mutuelle conclu en 1934, mais la bourgeoisie réactionnaire n'avait cessé de mener les campagnes les plus haineuses contre le pacte. Déat fut l'un des porte-parole aussi de cette campagne. Il ne voulait pas mourir à ce moment pour « l'Est chinois », comme il ne voulait pas mourir plus tard pour la Tchécoslovaquie, puis pour Dantzig, en attendant de prêcher la nécessité de mourir pour la « collaboration ». Les chefs socialistes étaient, bien entendu, les adversaires acharnés du pacte d'assistance mutuelle avec l'U. R. S. S.

Au cours des négociations qui eurent lieu à Moscou en 1939, il s'est révélé que les gouvernements impérialistes de Paris et de Londres menaient double jeu. Ils n'avaient nullement renoncé à leur projet de lancer l'impérialisme allemand contre l'Union Soviétique. Bien au contraire, leur intention était de se servir de l'éventuel pacte d'assistance pour entraîner l'U. R. S. S. à la guerre avec l'Allemagne hitlérienne pour les intérêts de l'impérialisme franco-britannique, cependant que ce même impérialisme aurait soutenu, en sous-main, l'impérialisme allemand. Les grands capitalistes fran-

çais et anglais comptaient atteindre un double résultat: affaiblir l'Allemagne et affaiblir l'U. R. S. S.; après quoi, demeurés arbitres de la situation, ils auraient lancé leurs armées contre l'Union Soviétique.

Les chefs du parti socialiste en France et leurs collègues dans tous les pays soutenaient ces plans de l'impérialisme franco-britannique. C'est ce que trahit très clairement leur attitude au cours des négociations.

Pour déjouer les projets des gouvernements impérialistes de Paris et de Londres, l'Union Soviétique réclamait des garanties pour la sauvegarde de sa propre sécurité et pour l'exécution loyale de l'accord éventuel de la part de la France et de l'Angleterre capitalistes.

Avec Blum en tête, les chefs socialistes menaient campagne contre les garanties réclamées par l'U. R. S. S., calomniant une fois de plus le pays du socialisme, dans l'espoir stupide d'exercer ainsi une pression sur le gouvernement soviétique.

Dans toutes ces négociations, les bourgeoisies française et anglaise ont mésestimé, avec une incroyable légèreté, la puissance militaire et économique de l'U. R. S. S.

Il n'en fut pas de même pour les dirigeants de l'Allemagne hitlérienne qui, estimant d'une manière plus conforme à la réalité la force de l'Union Soviétique, ont reculé devant la perspective de se mesurer avec elle. C'est dans ces conditions que fut conclu le pacte soviéto-allemand. La manœuvre projetée contre l'U.R S.S. par l'impérialisme franco-anglais était déjouée par la politique extérieure stalinienne.

Le pacte germano-soviétique et la croisade anti-communiste de la IIe Internationale

La rage avec laquelle l'impérialisme franco-anglais accueillit le pacte soviéto allemand indiquait suffisamment que, par la conclusion de ce pacte, la politique extérieure stalinienne avait accompli un acte d'une portée immense pour la défense du pays du socialisme et de la paix. La collision qui aurait mis l'est européen à feu et à sang était évitée; la construction de la société communiste pouvait se poursuivre dans les conditions de la paix, avançant, avec chaque réalisation nouvelle, l'heure de la libération de l'humanité tout entière du joug de l'impérialisme.

C'est pourquoi aussi, voyant que leurs plans anti-soviétiques étaient déjoués, les chefs socialistes ont déclenché une véritable croisade anti-communiste. Blum publia dans *Le Populaire* un récit entièrement mensonger des négociations de Moscou et engagea la campagne pour l'interdiction de *l'Humanité* et la dissolution du *Parti communiste*. Il fut suivi par l'immense majorité des chefs socialistes dans tous les pays.

En agissant ainsi, Blum et les autres chefs socialistes voulaient aider la bourgeoisie à dissimuler les causes véritables de la deuxième guerre impérialiste, comme ils l'avaient aidé à dissimuler celles de la première. Ils voulaient, de la même manière, cacher à nouveau le caractère impérialiste de la guerre et justifier *l'union sacrée* qu'ils allaient conclure pour la seconde fois avec leurs impérialismes. Ils voulaient justifier l'agression anti-soviétique.

La nouvelle guerre impérialiste : la IIe Internationale devient une agence de l'impérialisme franco-anglais

Au lendemain de la conclusion du pacte soviéto allemand, l'impérialisme franco-anglais change de politique. Les concessions à l'impérialisme allemand sont terminées du moment que cet impérialisme ne voulait pas se lancer contre l'Union Soviétique. Daladier et Chamberlain proclament : « Il faut en finir » et la guerre pour un nouveau partage du monde commence.

Alors que, s'inspirant de l'exemple de Lénine et des bolchéviks, le Parti communiste se dresse contre la guerre impérialiste, les chefs socialistes se jettent à nouveau corps et âme dans l'union sacrée.

Au moment où la guerre a éclaté, la IIe Internationale n'avait plus. depuis longtemps déjà, qu'une existence formelle. Pour les Partis socialistes qui ont toujours été contre la combinaison du travail légal et du travail illégal, l'interdiction équivaut à la suppression. Cependant que les sections de l'Internationale communiste continuent la lutte dans les pays soumis aux dictatures fascistes, les Partis socialistes y disparaissent. C'est ainsi qu'ont disparu les unes après les autres, les sections de la IIe Internationale. Après l'avènement du régime actuel en Allemagne, l'écrasement de l'Espagne républicaine, l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne hitlérienne, la IIe Internationale était, en même temps que l'Internationale de la trahison et de la

faillite, de plus en plus une Internationale sans troupes, un « conciliabule de fantômes » qui devait être, durant la deuxième guerre, essentiellement un instrument de l'impérialisme franco-anglais, dont les projets continuèrent à être dominés par les projets d'agression anti soviétique.

Dès le début de la guerre, non seulement les chefs socialistes français, mais aussi la plupart des chefs socialistes émigrés en France et en Angleterre se mettent au service de la propagande des gouvernements de Paris et de Londres. C'est dans ce but que paraît un manifeste sous la signature du Parti social-démocrate allemand, appelant le peuple allemand à renverser Hitler, en « oubliant » la bourgeoisie allemande ; en oubliant aussi d'appeler, *en même temps*, les peuples français et anglais au renversement de leurs gouvernements impérialistes.

La provocation des gardes-blancs finlandais alliés aux sociaux-démocrates

Ce rôle des chefs socialistes et de la IIe Internationale est apparu avec une clarté entière à l'occasion de la provocation des gardes-blancs finlandais contre l'U.R.S.S. Cette provocation devait amorcer l'intervention de l'impérialisme franco-anglais contre le pays du socialisme. C'est ce qui ressort d'une manière incontestable des documents abandonnés dans un train par M. Baudouin et publiés dans le « Livre blanc » allemand. Ainsi, par exemple, dans une note confidentielle du 10 mars, Gamelin a précisé que, d'après les décisions du « Conseil suprême », et d'accord avec Mannerheim, 150.000 hommes étaient prêts à s'embarquer pour être dirigés sur Petsamo. Gamelin ajoutait que cette opération devait aller de pair avec une action dans les Balkans et une attaque militaire contre la Transcaucasie soviétique.

On se souvient que le ministre des affaires étrangères de Finlande, qui avait joué un rôle de premier plan dans le déclenchement de la provocation, était le social-démocrate Tanner. En France, Blum et Cie appelaient à la défense de la Findande « démocratique et socialiste » du garde-blanc Mannerheim, le « héros » de la terreur blanche en Finlande.

Par tous les moyens, les chefs socialistes voulaient aider l'impérialisme franco-anglais à réaliser l'agression anti-soviétique.

La décomposition de la IIe Internationale

En 1914, l'union sacrée qui a marqué la faillite de la IIe Internationale avait provoqué aussi sa mort. Il n'y avait plus d'Internationale. Il ne restait que des partis socialistes se faisant mutuellement la guerre.

La guerre déclenchée en 1940 devait provoquer une décomposition de la IIe Internationale reconstituée et déjà en grande partie inexistante, jusque dans les sections qui restaient encore. Dans les pays occupés, les partis socialistes ont été entraînés dans la défaite par la bourgeoisie à laquelle ils avaient lié leur sort. Tel est le cas au Danemark, en Hollande, en Belgique, en Norvège. Tel est le cas aussi en France. Ce n'est pas seulement ce qui restait de l'organisation internationale qui disparaît; les sections nationales elles-mêmes disparaissent de la scène politique, mais elles ne disparaissent pas simplement parce qu'elles sont interdites. Elles se décomposent en même temps à jamais : on voit réapparaître, en effet, leurs chefs dans les organisations de trahison créées par l'impérialisme occupant. A la place du social-traître apparaît le traître tout court.

C'est ainsi que le Parti socialiste S. F. I. O. — « Section Française de l'Internationale » qui s'intitulait « Ouvrière » — le parti socialiste de Blum, Paul Faure, Sérol, Zyromsky, et aussi de Jouaux et de Belin, s'est effondré dans la honte et dans la boue d'une deuxième union sacrée avec la bourgeoisie qui devait l'entraîner dans la débâcle.

Partageant avec le grand capital, ses politiciens et ses généraux, la responsabilité directe de la guerre et de la défaite, couvert des crimes de l'abominable persécution contre le Parti communiste et les syndicats ouvriers, le Parti socialiste est anéanti idéologiquement et désagrégé en tant qu'organisation. Il a disparu en tant que Parti socialiste, tué par la servilité à l'égard de la bourgeoisie *et par la haine anti-soviétique.* Avec la IIe Internationale qui avait tant de fois prédit « l'effondrement de l'U. R. S. S. », le Parti socialiste disparaît au moment même où la puissance et la prospérité de l'U.R.S.S. dépassent sans cesse les prévisions les plus optimistes.

Son sécrétaire général Paul Faure est passé ouvertement, en compagnie d'autres chefs de son parti, et avec l'équipe immonde des chefs réformistes, les Belin, Dumoulin, Vigne, Bard, Guiraud, Froideval, etc., au service des traîtres de Vichy et de l'impérialisme

conquérant. Ils siègent maintenant au « Comité National Consultatif » de Pétain, aux côtés du colonel de la Rocque, du cardinal Suhard, du traître Doriot, prêchant la « Révolution Nationale » des trusts et des traîtres, le « corporatisme » en vue de l'asservissement de la classe ouvrière, la « collaboration » et le « nouvel ordre européen » pour la vassalisation de la France.

Ces gens ont accusé les communistes d'être « inféodés à un gouvernement étranger ». Ils mentaient sciemment. Mais maintenant ils sont devenus, eux, ouvertement les agents d'une puissance étrangère, contre leur peuple et leur pays, alors que les communistes mènent la lutte, malgré la répression et malgré toutes les persécutions, pour la liberté et l'indépendance de la France.

L'attitude actuelle de ces chefs socialistes et réformistes ne s'explique pas simplement par la corruption et la lâcheté individuelles. Ces personnages, corrompus et lâches, accomplissent la dernière étape de la dégénérescence de l'opportunisme et du réformisme.

Serviteurs de leur bourgeoisie, les chefs socialistes et réformistes la suivent *jusqu'au bout*. En Angleterre ils font l'union sacrée, et ils s'y préparent également aux Etats-Unis. Au moment où se déroule la lutte pour l'hégémonie entre l'impérialisme anglo-saxon et les impérialismes de l'axe, les chefs socialistes et réformistes eux-mêmes se divisent en « socialistes de l'axe » et « socialistes anglo-américains ». C'est ce que nous montrent les chefs socialistes et réformistes en France. Tout comme la bourgeoisie française, ils ne veulent pas d'autre issue que la vassalisation de la France par l'impérialisme allemand ou sa vassalisation par l'impérialisme anglo-américain ; ils n'ont pas d'autre idéologie à offrir que l'hitlérisme ou le degaullisme ; ils ne peuvent plus jouer d'autre rôle que celui d'agents de l'impérialisme allemand ou d'agents de l'impérialisme anglo-américain ; ils sont divisés comme leur bourgeoisie, capables, comme elle, de changer de camp à tout instant. Ces divisions de la bourgeoisie se reflétaient, avant la guerre déjà, au sein du Parti socialiste. C'était l'un des aspects de l'opposition entre Blum et Paul Faure. En fait, si le parti socialiste n'existe plus, c'est, en réalité, parce qu'il s'est décomposé de l'intérieur. Cette décomposition actuelle, c'est la décomposition de l'opportunisme, phénomène international qui caractérise l'étape actuelle de l'agonie du capital, à la veille de nouvelles révolutions proléta-

riennes. Elle amène la bourgeoisie à chercher refuge plus encore dans le fascisme, mais elle donne des possibilités nouvelles pour réaliser l'unification de la classe ouvrière sur la base du marxisme-léninisme.

CONCLUSIONS

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE DE LA IIe INTERNATIONALE

L'histoire de la IIe Internationale, jusqu'à sa faillite en 1914, est celle de toute une époque du mouvement ouvrier.

« Dans la période pré-révolutionnaire, dans la période du développement plus ou moins paisible où les partis de la IIe Internationale étaient la force dominante du mouvement ouvrier, et où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, dans ces circonstances, le Parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance sérieuse et décisive qu'il a acquise par la suite au cours des batailles révolutionnaires ouvertes. Dans sa défense de la IIe Internationale contre les attaques dont elle est l'objet, Kautsky dit que les partis de la IIe Internationale sont un instrument de paix et non de guerre ; que, précisément pour cette raison, ils n'ont pas été à même d'entreprendre quoi que ce fût de sérieux pendant la guerre. C'est tout à fait exact, mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les partis de la IIe Internationale ne sont pas tous pour la lutte révolutionnaire du prolétariat ; qu'ils ne sont pas des partis de combat du prolétariat, menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais un appareil électoral, approprié aux élections parlementaires et à la lutte parlementaire. »

(Staline : Les Principes du Léninisme.)

L'étude de l'histoire de la IIe Internationale jusqu'en 1914 nous fait mieux comprendre que c'est l'Internationale Communiste, la IIIe Internationale, qui représente la seule organisation mondiale du prolétariat, l'organisation de combat nécessaire au prolétariat à notre époque qui est celle de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes.

L'histoire de la IIe Internationale est aussi l'histoire de l'immobilisation, de l'abandon et finalement du reniement du marxisme.

Les défaites du prolétariat qui jalonnent la route de la IIe Internationale partout où, au lendemain de la guerre de 1914-1918, elle a conservé une influence prépondérante sur les masses, montrent concrètement que seul le marxisme qui, développé par Lénine et par Staline, a vaincu en U.R.S.S., fourni une base théorique solide pour l'action de la classe ouvrière ; que seuls les partis et l'Internationale marxistes-léninistes peuvent la conduire avec certitude à la victoire.

L'histoire de la IIe Internationale est, enfin, depuis 1914-1918, l'histoire de la dégénérescence de plus en plus profonde de l'opportunisme, du réformisme. L'opportunisme d'avant-guerre trahit, en 1914, le prolétariat et devient social-chauvin ; le social-chauvin devient durant la première période des révolutions, l'allié de la contre-révolution bourgeoise et l'ennemi juré de l'Union Soviétique ; il est, entre les deux guerres impérialistes, le laquais de l'impérialisme, et la IIe Internationale n'est plus qu'une agence de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, pour être décomposée par la deuxième guerre impérialiste, au cours de laquelle on voit les chefs socialistes suivre le grand capital ouvertement jusques et y compris le fascisme ; où l'on voit les sociaux-chauvins devenir traîtres à leur pays et à leur peuple. L'étude de cette histoire montre aux travailleurs que la conciliation à l'égard de la bourgeoisie ne peut les conduire qu'à la défaite, que « *pour ne pas se tromper en politique, il faut être un révolutionnaire et non un réformiste* ». En analysant tous les faits qui, depuis l'union sacrée de 1914-1918, à travers l'avènement du régime actuel en Allemagne jusqu'à la deuxième guerre impérialiste et la défaite de la France, illustrent tout le mal que la politique opportuniste a fait à la classe ouvrière, nous comprenons mieux encore que seul le Parti Communiste a la volonté et la capacité de défendre le prolétariat et de le conduire à la victoire : que la voie du triomphe de la cause des opprimés, c'est la voie de l'Internationale Communiste.

Union avec les travailleurs socialistes de la base

« Sans l'unité de la classe ouvrière, lisons-nous dans l'Histoire du Parti bolchévik, il eut été impossible de faire triompher la révolution prolétarienne. » (p. 339.)

Notre Parti a travaillé inlassablement, depuis son existence, pour réaliser l'unité de la classe ouvrière. Il le fait aujourd'hui plus que

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I

DES ORIGINES DE LA IIe INTERNATIONALE, A SA FAILLITE EN 1914.

LES ENSEIGNEMENTS DU MARXISME CONCERNANT LA NÉCESSITÉ DE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

LA LIGUE DES COMMUNISTES.

LES LUTTES DE MARX POUR LA LIGUE PROLÉTARIENNE DE L'INTERNATIONALE.

L'INTERNATIONALE ET LA COMMUNE DE PARIS.

LA IIe INTERNATIONALE.

CHAPITRE II

LA PREMIÈRE GUERRE IMPÉRIALISTE DE 1914-1918, ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE.

LES RÉSOLUTIONS DE STUTTGART, DE COPENHAGUE ET DE BALE.

1914 ET L'UNION SACRÉE.

LE SOCIAL-CHAUVINISME.

L'EXPLICATION DE LA TRAHISON DE 1914.

L'OPPORTUNISME.

LA LUTTE DE MARX ET D'ENGELS CONTRE L'OPPORTUNISME.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OPPORTUNISME DANS LES PARTIS SOCIALISTES, AVANT 1914.

L'EXPLICATION DE L'OPPORTUNISME.

CHAPITRE III

LES PARTIS SOCIALISTES CONTRE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE 1917-1921.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA PREMIÈRE VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE.

LES CHEFS SOCIALISTES AUX COTÉS DE LA BOURGEOISIE POUR SAUVER LE CAPITALISME.

LA FONDATION DE LA IIIe INTERNATIONALE.

CHAPITRE IV

COMMENT LA IIe INTERNATIONALE A TROMPÉ LES TRAVAILLEURS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE DE 1914. (1921-1928).

La stabilisation partielle du capitalisme.

Les illusions de la prospérité.

La IIe Internationale dissimule aux travailleurs l'imminence de la crise économique.

La IIe Internationale dissimule aux travailleurs les dangers d'une nouvelle guerre impérialiste.

CHAPITRE V

LA IIe INTERNATIONALE FOURRIÈRE DU FASCISME ET AGENCE DE L'IMPÉRIALISME.

La nouvelle offensive du fascisme.

Comment la social-démocratie allemande a préparé l'avènement du régime actuel en Allemagne.

Les débuts de la deuxième guerre impérialiste.

La politique de la social-démocratie dominée par la haine anti-soviétique.

La IIe Internationale et la politique de non-intervention en Espagne.

La IIe Internationale et Munich.

CHAPITRE VI

LA DEUXIÈME GUERRE IMPÉRIALISTE ET LA LIQUIDATION DE LA IIe INTERNATIONALE.

La IIe Internationale contre le pacte d'assistance mutuelle.

Le pacte germano-soviétique et la croisade anti-communiste de la IIe Internationale.

La nouvelle guerre impérialiste : la IIe Internationale devient une agence de l'impérialisme franco-anglais.

La provocation des gardes blancs finlandais alliés aux sociaux-démocrates.

CONCLUSIONS

Les principaux enseignements de l'histoire de la IIe Internationale.

Union avec les travailleurs socialistes de la base.

LECTURES

Imprimé en France - Mars 1941